

REVUE ÉLECTRONIQUE SEMESTRIELLE



Revue

Infundibulum-scientific

Revue Scientifique des Langues,
Lettres, Civilisations, Sciences sociales
et Humaines

Numéro 7
Août 2024
ISSN: 2789-1666



Domaines

Langues, Lettres, Civilisation, Sciences Sociales et Humaines

Éditeur: département d'Espagnol de l'UFR Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara

INDEXATIONS



<http://journal-index.org/index.php/asi/article/view/1270>



<https://aurehal.archivouverture.fr/journal.read/id/411675>



<https://www.entrevues.org/revues/infundibulum-scientific/>



<https://reseau-mirabel.info/revue/15267/Infundibulum-Scientific/reseau->



À propos de la Revue

La notion de science fait penser indubitablement à plusieurs disciplines. En ce sens, nous disons science de la vie, science du langage, science historique, science économique, etc. Ces différents types de sciences que nous énumérons ne constituent pas des éléments compacts, indissociables. En effet, la Science est un conglomérat de ce que nous pouvons qualifier de sous-sciences ou branches qui, mises ensemble, forment l'élément global qui n'a qu'une seule visée : La Connaissance.

La Revue *Infundibulum Scientific* n'est rien d'autre que ce vecteur Sciences-Connaissance. Elle se veut un carrefour, un croisement de plusieurs disciplines. Notre revue *Infundibulum* a pour objectif, de diffuser la quintessence des travaux des Enseignants-Chercheurs et Chercheurs de tous horizons, issus des langues, des lettres, des sciences humaines et sciences sociales.

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Directeur de publication : **Dr. PALE Miré Germain (Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara)**

Rédacteur en chef : **Dr. DJORO Amon Catherine Épse KOMENAN (Maître de Conférences)**

Secrétaire de rédaction : **Dr. YAO Kouamé Francis (Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara)**

Webmaster et Chargé de politiques de diffusion : **Dr. KONE Odanhan Moussa (Assistant, Université Alassane Ouattara)**

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Président

Prof. KOUÏ Théophile, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

Membres

Prof. ADJA Kouassi, Professeur des Universités – Université Alassane Ouattara

Prof. TRO Deho Roger, Professeur des Universités – Université Alassane Ouattara

Dr. ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences – Université Alassane Ouattara

Dr. GATTA née BONY Tanoa Marie Chantale–Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

COMITÉ DE LECTURE

Prof. DESPAGNE BROXNER Colette Ilse, Professeur des Universités, Université Autonome de Puebla (Mexique)

Prof. DIAZ NARBONA Inmaculada, Professeur des Universités, Université de Cadix (Espagne)

Prof. ORTEGA MARTIN José Luis, Professeur des Universités, Université de Grenade (Espagne)

Prof. RENOUPREZ Martine, Professeur des Universités, Université de Cadix (Espagne)

Prof. VÁZQUEZ AHUMADA Andrea, Professeur des Universités, Université Autonome de Puebla (Mexique)

Dr. AGOSSAVI Simplicie, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi

Dr. AHOULI Akila, Maître de Conférences, Université de Lomé

Dr. KANGA Konan Arsène, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. KOFFI Ehouman René, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. KOUA Kadio Pascal, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
Dr. OVONO Ébè Marthurin, Maître de Conférences, Université Omar Bongo, Gabon
Dr. OULAÏ Jean-Claude, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. SEKONGO Gossouhon, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. TOPPE Eckra Lath, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. YAO Jean-Arsène, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
Dr. YAO Koffi, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
Dr. MEDENOU Cossi Basile, Maître de Conférences, Université d'Abomey Calavi

COMITÉ DE RÉDACTION

Prof. KOUÏ Théophile, Professeur des Universités, (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. AMENYAH SARR Efuia Irène, Maître de Conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)
Dr. BOHOSSOU N'guessan Séraphin, Maître de Conférences, (Université Alassane Ouattara)
Dr. DJANDUE BI Drombé, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. DJOKE Bodjé Théophile, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. DOHO Bi Tchan André, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. GATTA née TANOVA Boni Marie Chantal, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. HOUSSOU Dehouegnon Roméo Dorgelès, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. KARIDJATOU Diallo, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. KOUADIO Djoko Luis Stéphane, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. KOUADIO Yao Christian, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. N'DRE Charles Désiré, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. N'DRI Paul Amon, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. PALÉ Miré Germain, Maître de Conférences (Université Alassane Ouattara)
Dr. BISSIELO Gaël Samson, Maître-Assistant (Université Omar Bongo, Gabon)
Dr. COULIBALY Mamadou, Maître-Assistant (Université Alassane Ouattara)
Dr. KOFFI Konan Hervé, Maître-Assistant (Université Alassane Ouattara)
Dr. N'GUESSAN Kouadio Lambert, Maître-Assistant (Université Alassane Ouattara)
Dr. SAKOUM Bonzallé Hervé, Maître-Assistant (Université Alassane Ouattara)

NORMES DE RÉDACTION

La Revue *Infundibulum Scientific* accepte les contributions originales des “Lettres, Langues, Civilisations, des Sciences Sociales et Humaines”, ou tout autre domaine proche.

Formatage

Les contributions à envoyer en fichier Word à la Revue *Infundibulum Scientific* doivent être comprises entre 10 et 18 pages. Le texte doit être justifié, en police Arno Pro, taille de police : 12, interligne : 1,5 et pour la marge : 2,5 cm (Gauche-Droite, Haut-Bas).

Langues de publication

Espagnol, Français, Allemand ou Anglais.

Citations

Les citations de moins de quatre lignes sont présentées entre guillemets dans le texte. Lorsque la citation est supérieure ou égale à quatre lignes, il faut aller à la ligne pour l'insérer (interligne 1) en retrait de 1 cm, taille : 11.

Les citations dans une langue autre que celle de l'écriture sont traduites et intégrées au texte. Le texte d'origine devra être indiqué en note de bas de page, précédé de la mention : **Texte d'origine**.

Les notes de bas de pages sont exclusivement réservées aux citations traduites et aux notes explicatives.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, de la façon suivante :

– (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur, Nom de l'Auteur, année de publication, virgule, pages citées précédées de la lettre p suivie d'un espace avant le chiffre). Exemple : (M. G. Palé, 2019, p. 7) ou pour Palé (2019, p. 7).

Les parties supprimées d'une citation ainsi que toute intervention dans une citation sont indiquées par des crochets droits [...].

Structure de l'article scientifique

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénoms et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en français, en espagnol et en anglais [250 mots maximum], Mots clés [entre 5 et 7 mots maximum], (chaque résumé est précédé d'un titre) sur la première page.

Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie, Annexes si nécessaire.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénoms et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé dans la langue d'écriture, en espagnol et en anglais [250 mots maximum], Mots clés [entre 5 et 7 mots maximum], (chaque résumé est précédé d'un titre), Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie, Annexes si nécessaire.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). (Ne pas automatiser ces numérotations).

La pagination en chiffre arabe apparaît en bas de page et centrée.

Bibliographie

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM, Prénom (s) de l'auteur. Année de publication. Zone titre. Lieu de publication : Zone Éditeur. Position de l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre, le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Exemples :

Pour un livre : SARTRE Jean Paul (1948). *Qu'est-ce que la littérature?* Gallimard : Paris.

Pour un article : KONAN Koffi Syntor (2019). « Violence et déchéance existentielles dans Nada de Carmen Laforet ». *N'zassa*, n° 2, 161-172.

Pour un mémoire ou une thèse : PALE Miré Germain (2014). *L'impact du pétrole sur la société équato-guinéenne*. Thèse doctorat en Études Ibérique et Latino-Américaine, Abidjan : Université Félix Houphouët-Boigny.

NB: Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Sources internet:

Pour les sources internet ou électroniques, les mêmes dispositions relatives à une source bibliographique s'appliquent, à la différence qu'il faut y ajouter le site web, le jour, le mois, et l'année de consultation.

VITAR Beatriz (1992). «Los intérpretes o lenguaraces en la conquista americana: entre las peregrinas lenguas y el castellano imperial, in Etnicidad, Economía y simbolismo en los Andes», pp. 181-193, disponible sur <https://books.openedition.org/ifea/2299?lang=fr>, consulté le 10/06/2021.

Typographie française

– La rédaction s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.

– Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations... Les appels de notes sont des chiffres arabes en exposant, sans parenthèses, placés avant la ponctuation et à l'extérieur des guillemets pour les citations. Tout paragraphe est nécessairement marqué par un alinéa d'un cm à gauche pour la première ligne.

Les Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffres romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

ÉDITORIAL DE LA REVUE

Nous portons sur les fonts baptismaux une nouvelle revue scientifique, *Infundibulum-Scientific*. Pluridisciplinaire, elle entend couvrir le vaste champ des Langues, Lettres, Civilisations, Sciences Sociales et Humaines. Certes, il existe déjà un certain nombre de revues scientifiques dans ce créneau en Côte d'Ivoire et en Afrique. Mais précisément, *Infundibulum* naît pour encourager l'émulation dans la quête de la qualité. L'ambition que porte *Infundibulum-Scientific* est d'offrir aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs Ivoiriens et au-delà, africains, un espace d'échanges d'expériences, de débats et de collaboration, en prêtant une attention particulière aux besoins spécifiques des sociétés africaines aux prises avec des maux qui les déshumanisent.

Quand on enseigne dans une université, il est légitime de mettre ses productions scientifiques au service de sa promotion. Ainsi, nos chercheurs et enseignants-chercheurs, dans de nombreux cas, font leurs travaux scientifiques les yeux rivés sur le CAMES. Il faut inverser les choses. Les travaux destinés au CAMES doivent être conçus comme des contributions pour enrichir les connaissances scientifiques. Le développement de notre pays dépend dans une large mesure de la qualité de ces productions scientifiques, de la pertinence des solutions qui y sont proposées. Alors il faut sortir des sentiers battus pour ouvrir des routes nouvelles si nous voulons arriver à bon port. Il revient aux chercheurs africains de renforcer leur système de recherche confronté à

de multiples défis. Mais il ne faut pas démissionner pour autant. Il faut s'armer de courage et de persévérance pour avancer.

Les sociétés africaines, du fait de leur histoire, sont aux prises avec des défis qui ont pour noms, violences politiques, système de santé défaillant ou inexistant, injustices sociales criardes, chômage à grande échelle...Le monde rural est livré à lui-même, privé de la moindre protection sociale, tel l'environnement dans lequel les chercheurs africains exercent leur métier. Ils ne sauraient continuer à fermer les yeux sur les situations dramatiques qui nous entourent et constituent le quotidien de nos peuples. Sociologues, historiens, géographes, politologues, philosophes, théoriciens de la littérature peuvent orienter leurs réflexions vers ces horizons plongés dans des ténèbres. Quant aux linguistes, ils ont le vaste chantier des langues nationales en voie de disparition. Dans le camp des sciences sociales et humaines les chantiers sont nombreux et urgents.

Évidemment, ces types de travaux exigent un engagement, du courage et de la persévérance car il s'agit de la quête de la connaissance destinée à modeler l'environnement humain et social. La qualité intrinsèque d'un ouvrage, d'un article ou d'une communication constitue en soi un passeport y compris pour le CAMES. C'est dire que la qualité est dans le domaine scientifique ce qu'est une panacée pour une maladie donnée ou une clé universelle pour ouvrir le monde.

La revue Infundibulum Scientific se donne pour mission, sans prétention aucune, la tâche d'apporter sa contribution à améliorer les productions scientifiques des chercheurs ivoiriens et africains ; et même d'ailleurs. Elle se veut particulièrement exigeante sur la qualité des travaux qui lui sont soumis pour publication. La vocation de cette revue est d'incarner l'excellence. Tous ceux qui veulent collaborer avec Infundibulum Scientific doivent s'inscrire dans cette ligne.

M. Théophile KOUI
Professeur Titulaire des Universités CAMES
Ex-Directeur de publication
de la Revue Infundibulum Scientific

SOMMAIRE

I. ALLEMAND

1. **Eppié Augustine Michaella BONGBA:** Les argots sont des intraduisibles !? Cas de discours argotiques en français (en contexte linguistique ivoirien) traduits vers l'allemand.....**pp.11-22**
2. **Ezekiel Oludare OLAGUNJU:** (Bi) kulturelle texte und deren übersetzung Am beispiel der deutschen version Soyinkas *Aké, Years of childhood*.....**pp.23-33**

II. ANGLAIS

3. **Diakalia COULIBALY:** Translation as a strategy in english language learning: first Year students perceptions at faculté des sciences administratives et politiques in Bamako...**pp.34-43**
4. **Fatoumata KEITA et Chamara KWAKYE:** Redefining africana girls' identity and agency in Toni Morrison's *The bluest eye* and Tsitsi Dangarembga's *Nervous conditions*.**44-63**
5. **Koaténin KOUAME et Bilé Josué YAO:** Developping efl adult learners' speaking skills through immersive informal conversations : a longitudinal study.....**pp.64-75**
6. **Koffi Gérard KOUADIO:** Adaptation and resilience in Ifeoma Chinwuba's *Fearless*.**76-91**
7. **Moussa dit M'Baré THIAM:** Analyzing writing errors of flsl undergraduate students: a case study.....**pp.92-103**
8. **Moussa SOUGOULE :** Acquisition of English irregular verbs in the past simple by Efl students at ulshb, Mali.....**pp.104-116**
9. **Nassirou IMOROU, Manzama-Esso THON ACOHIN et Aziz SEIDOU SINANA:** The quest for identity and childhood trauma in Toni Morrison's *God help the child*.....**pp.117-134**
10. **Olubunmi O. ASHAOLU:** Stigmatizing to evangelize? A critical appraisal of demonized women in african pentecostal christian films.....**pp.135-151**

III. CRIMINOLOGIE

11. **Jean-Baptiste SENI :** Résidents des cités universitaires de Williamsville et d'Adjamé face à la drogue, réalisme de l'échec de la politique criminelle.....**pp.152-171**

IV. ESPAGNOL

12. **Benoît Bosson OI BOSSON :** Le personnage du "rufian" : une coprésence de la réalité et de la nature humaine dans *Rufian dichoso* de Miguel de Cervantès.....**pp. 172-183**
13. **D'acise Junior NGUIMBI et Dérick NDONG OBIANG** Etre lesbienne : entre homophobie et auto-homophobie dans *Le placard* (2012) de Kim Messier et *La insumisa* (2020) de Christina Peri Rossi.....**pp. 183-194**
14. **Charlotte Elodie CHECROUA :** Résistance et résilience des personnages féminins dans *Rebelle* de Fatou Keita et *Como agua para chocolate* de Laura Esquivel.....**pp. 195-205**

- 15. Koffi Édouard KOUAMÉ :** L'aphérèse, la syncope et l'apocope dans la création linguistique des ivoiriens en français : à l'épreuve de l'intercompréhension?.....**pp. 206-216**
- 16. Kouamé Charles ANGAHI:** L'écrivain face au défi de la cohésion sociale et politique: regard croisé sur les cas espagnol (1939-1975) et ivoirien (1960-1993).....**pp. 217-231**
- 17. Magdalene MENSAH :** étude comparée et validité du genre : *Soundiata* et *Chaka* versus le récit *Nana yaa asantewaa*.....**pp.232-240**
- 18. Victor KPAN:** Las comunidades autónomas y la estabilidad económica de España: ¿hay que temer un brexit?.....**pp.241-258**
- 19. Zrampieu Josée Marie MEDY:** Le chômage juvénile : une étude comparée entre le cas espagnol et le cas ivoirien.....**pp. 259-272**

V. GÉOGRAPHIE

- 20. Issiaka OUEDRAOGO:** Des facteurs contextuels défavorables à l'apprentissage dans les cours du soir de Ouagadougou.....**pp.273-291**
- 21. Rachad Kolawolé Fomilayo Mandus ALI :** Diversités et usages des plantes médicinales utilisées dans le traitement de l'ictère dans la commune de Pobè.....**pp. 292-311**
- 22. Ténédjia SILUÉ:** Fabrication artisanale du savon "kabakrou" : source de revenu et de risques sanitaires chez les femmes de "derrière rails" à Abobo/Côte d'Ivoire.....**pp.312-328**

VI. LETTRES MODERNES

- 23. Degbeh ISSAN :** Pour une réhabilitation de la belle-mère marâtre des contes africains.....**pp.329-341**
- 24. Vincent NAINDOUBA et Serge Simplicie NSANA :** Esprit, Âme et texte dans *Sur le chemin des hommes* de Gil Galbrun-Chouteau.....**pp.342-354**

VII. LINGUISTIQUE

- 25. Akossiwa Elom SOGBALI :** Normes communicationnelles culturelles en Afrique : source de cohésion ou de conflits socio-culturels ?.....**pp .355-365**

VIII. PHILOSOPHIE

- 26. Francis Birame Daba SARR :** Les méthodes de l'initiation *Seereer* comme prospective pédagogique.....**pp.366-378**
- 27. Garba OUMAROU :** Art et réarmement moral de l'école en Afrique.....**pp.379-392**
- 28. Josué Yoroba GUÉBO et Yves Armand AKAFFOU :** À la croisée de la phénoménologie et de la poésie : penser le dépassement de la métaphysique.....**pp.393-409**

XI. PSYCHOLOGIE

- 29. Kouami ADANSIKOU, Ahouéfan Adokpo Amavi KPESSOU et Pagnamam POROMNA :** Sexualité et fantasme. La gestion de la sexualité chez les adolescents victimes de transmission parentale au Vih/Sida.....**pp.410-424**
- 30. Kossi Blewussi KOUNOU :** Acculturation alimentaire des étudiants étrangers en France.....**pp.425-437**
- 31. Lodegaèna Bassantéa KPASSAGOU :** Perception de la qualité des liens affectifs parentaux et motivation au traitement chez les adolescents consommateurs de substances psychoactives.....**pp.438-450**
- 32. Soumana AMADOU :** Troubles identificatoires et placement problématique chez les enfants institutionnalisés à Niamey.....**pp.451-465**

IX. SCIENCES DE L'ÉDUCATION

- 33. Arnaud Ponagnoumikan Pognan KONE et Joël MAHAN :** Les évaluations : source de stress ou de motivation pour les élèves ? cas du lycée moderne de Port-Bouët.....**pp.465-476**

X. SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

- 34. Bienvenu BOUDIMBOU :** L'iconographie de la « migritude » et de « l'Ailleurs » dans la rumba congolaise : une lecture sémiologique de la pochette de disque.....**pp.477-495**

XII. SOCIOLOGIE

- 35. Auguste Marcelin Kouakou KANGA et Valentin Kouakou KRA :** Logiques paysannes dans la gestion participative du domaine forestier permanent de l'Etat: cas de la forêt classée de Bamoro (Côte d'Ivoire).....**pp.496-511**
- 36. Dabé Laurent OUREGA :** Les déterminants sociaux de la mobilisation sélective des migrants dans la gouvernance locale à Hiré (Côte d'Ivoire).....**pp. 512-529**
- 37. Fato Patrice KACOU :** Vieillesse des élites culturelles, une menace contre le patrimoine culturel immatériel présent en Côte d'Ivoire.....**pp. 530-542**
- 38. Ibrahim TRAORE, Adama DEMBELE et Balla DIARA :** Réinsertion et récidive des enfants mineurs au mali : expérience des centres de Bollé.....**pp. 543-556**
- 39. Kabran Beya Brigitte ASSOUGBA et Aké Anicet Elvis AHOU:** Adopting agricultural innovation in rural Côte d'Ivoire: a practice with identity at stake in Anaguié.....**pp.557-568**
- 40. Patoin-Samba Juste Honoré OUEDRAOGO :** Des conflits sociopolitiques à l'épreuve de l'espace public de quatre organisations Burkinabè.....**pp.569-584**

LAS COMUNIDADES AUTÓNOMAS Y LA ESTABILIDAD ECONÓMICA DE ESPAÑA: ¿HAY QUE TEMER UN BREXIT?

Victor KPAN

Enseignant-Chercheur
Département d 'Espagnol
Université Alassane Ouattara
vicktspan1@hotmail.com

Resumen

El modelo de división del territorio en Comunidades Autónomas durante la transición de 1978 sigue siendo uno de los principales problemas económicos de España. Los dos partidos políticos mayoritarios (PP y PSOE), en su afán por conseguir y mantener el poder, han hecho numerosas concesiones políticas y económicas a las Comunidades Autónomas, que se han convertido en verdaderos Estados dentro del Estado español. Algunas de estas entidades tienen incluso representaciones diplomáticas en el extranjero y un presupuesto cada vez mayor y un despliegue de funcionarios, mientras que la Unión Europea pide a España que reduzca su déficit al 03% del PIB. Este trabajo pretende abordar uno de los temas "tabú" en España que es la forma de financiación de las Comunidades Autónomas y que corre el riesgo de llevar a España, si no se hace nada, hacia una exclusión de la Eurozona.

Palabras clave: exclusión, Eurozona, Comunidades Autónomas, PIB, constitución.

The autonomous communities and the economic stability of Spain: should we fear a Brexit?

Abstract

The model of division of the territory into Autonomous Communities during the transition of 1978, remains one of the major economic problems of Spain. The two majority political parties (PP and PSOE), in their desire to gain and retain power, have made many political and economic concessions to the Autonomous Communities, which have today become genuine States within the Spanish State. Some of these entities even have diplomatic representations abroad and a constantly colossal budget and a plethora of officials while the European Union is asking Spain to reduce its deficit to 03% of GDP. This work aims to address one of the "taboo" topics in Spain which is its mode of financing the Autonomous Communities and which risks leading Spain, if nothing is done, to an exclusion from the eurozone.

Keywords: exclusion, Eurozone, Autonomous Communities, GDP, constitution.

Les communautés autonomes et la stabilité économique de l'Espagne : faut-il craindre un Brexit?

Résumé

Le modèle de division du territoire en communautés autonomes au cours de la transition de 1978 reste l'un des principaux problèmes économiques de l'Espagne. Les deux partis politiques majoritaires (PP et PSOE), dans leur désir de gagner et de maintenir le pouvoir, ont fait de nombreuses concessions politiques et économiques aux Communautés autonomes, qui sont devenues de véritables États au sein de l'État espagnol. Certaines de ces entités ont même des représentations diplomatiques à l'étranger et un budget croissant et un déploiement de fonctionnaires, tandis que l'Union européenne demande à l'Espagne de réduire son déficit à 03% du PIB. Ce travail vise à aborder un des thèmes "tabou" en Espagne qui est la forme de financement des Communautés autonomes et qui risque d'entraîner l'Espagne, si rien n'est fait, vers une exclusion de la zone euro.

Mots-clés : exclusion, Zone euro, Communautés autonomes, PIB, constitution.

Introducción

Para muchos economistas europeos, la entrada de España en la Comunidad Económica Europea en 1986 supuso un gran paso adelante. España era considerada como uno de los países subdesarrollados, lo que llevó al filósofo argelino Albert Camus a decir que «África empieza en los Pirineos». (A. Camus, 1959, p.19). El importante auge de España se debió a que el país había dado un giro decisivo en su historia, económicamente hablando. Tras licenciarse en la Universidad de Madrid en 1947, la primera promoción de licenciados en Ciencias Políticas y Económicas decidió cambiar el modelo de desarrollo de España hacia otro tipo de modelo europeo y democrático. Esto tuvo un impacto positivo en la economía española. A partir de entonces, un clima de confianza reforzado por otros factores externos consolidó el dinamismo de la economía española. Sin embargo, desde 2007, el país atraviesa una crisis económica y financiera sin precedentes. ¿Cuáles son pues los orígenes de la crisis económica española después de su integración en la Unión Europea y su modelo de organización territorial?

El objetivo de este estudio es identificar los orígenes de la crisis económica española, vinculados a su integración en la Unión Europea y a su modelo de organización territorial. Para nuestra investigación hemos elegido el método explicativo, que permite determinar los orígenes o las causas de un conjunto de fenómenos.

Para explicar mejor el tema, hemos dividido nuestro estudio en tres partes: la primera aborda el contexto histórico, es decir, las causas profundas de la crisis económica de 2007 en España. La segunda se centra en el modelo de división territorial en España y en las competencias económicas que el Estado central ha otorgado a estas Comunidades Autónomas. La última parte explica cómo los fondos recibidos del gobierno central y de la Unión Europea, se utilizaron para proyectos políticos que condujeron a un déficit presupuestario sin precedentes en España.

1. España en la zona euro y el "boom" inmobiliario como causa de la crisis económica de 2007

A. Torrero Mañas¹ (2012, p.35) decía “Los españoles hemos vivido por encima de nuestras posibilidades, acumulando un endeudamiento en familias, empresas y administraciones públicas realmente espectacular” y durante una conferencia en la Facultad de Económicas de Málaga

¹Es catedrático de Estructuras Económicas en la Universidad de Alcalá de Madrid.

sobre el mismo tema, dejó claro que la crisis española será larga y dura y que las reformas deben hacerse de inmediato: «Nadie puede predecir cuánto durará digerir la borrachera de créditos de los últimos años, España necesita reformas estructurales para no salir debilitada de la crisis».

Estas dos declaraciones del que está considerado uno de los expertos en el panorama académico español sobre la situación económica actual resumen el drama que vive el país y que ha llevado a un cambio de Gobierno desde el 20 de noviembre de 2011 con la victoria de la derecha de Mariano Rajoy.

Para salir de esta crisis, España debe llevar a cabo reformas estructurales, como ha recomendado Antonio Mañas. Pero nos parece importante entender cómo este país, que fue modelo de crecimiento económico en la eurozona en 2004 y que atrajo a inmigrantes de todo el mundo, se encuentra ahora con una tasa de paro del 20% (El País/ Economía, 28/1/2005). Para entender mejor la situación de crisis actual, vamos a echar la vista atrás a la situación económica de España antes de su entrada en el euro, para saber qué pasó realmente a nivel de familias, empresas y Estado para llegar a la situación de crisis.

De hecho, España, antes de su entrada en la zona euro, tenía un sistema financiero muy riguroso, gracias a la regulación y el control sobre la concesión de créditos impuestos por el Banco Central español. Las dos crisis del petróleo de 1973-1979² golpearon duramente al sistema financiero español y varios bancos se vieron obligados a cerrar. El Fondo de Garantía de Depósitos tuvo que reembolsar a sus clientes casi el 15% del PIB español. A partir de estas dos crisis, las autoridades financieras y gubernamentales consideraron que el sistema financiero español necesitaba un sistema de control y vigilancia especial. A partir de ese momento, el Banco Central de España puso en marcha un sistema de supervisión, regulación y control (A. Estrada y J. Mencia, 2021). Para ello, el Banco Central español obligó a todos los bancos a dotarse de un sistema informático eficaz para facilitar su control ya que se sentía responsable del éxito o fracaso del sistema financiero español en su conjunto. (A. Minda, 1993, p. 173).

²En 1970, las potencias occidentales acababan de experimentar casi tres décadas de fuerte crecimiento: "Los treinta gloriosos años". Los treinta años gloriosos". Este fuerte crecimiento genera una necesidad adicional de recursos. La demanda de petróleo aumenta. Estados Unidos devalúa el dólar y los ingresos de los países exportadores de petróleo disminuyen. El 6 de octubre de 1973 estalla la guerra del Yom Kippur. Los países árabes atacan a Israel, que recibe ayuda estadounidense. Los países de la OPEP decidieron imponer un embargo de petróleo a los países desarrollados que apoyaban a Israel. La OPEP aumentó el precio del barril de crudo un 70%, de 2 a 18 dólares, y se estabilizó en 11, 65 dólares. Esta subida de precios se reflejó en toda la economía y se produjo la estanflación: El crecimiento fue nulo y estuvo acompañado de una elevada inflación. En 1979 estalló otra crisis financiera relacionada con el petróleo.

A diferencia de otros países europeos donde existía "shadow banking"³, es decir, entidades financieras paralelas independientes de los bancos. En España el Banco Central español tenía bajo su control a todas estas entidades. El resultado de esta política de control era que ninguna actividad empresarial o personal podía solicitar un préstamo sin una garantía sólida, normalmente una propiedad. De ahí el interés de los españoles por el sector inmobiliario y las hipotecas.

España entró en la eurozona después de hacer enormes sacrificios para cumplir los criterios de convergencia, y su población estaba acostumbrada a la austeridad debido a los cuarenta años de dictadura franquista y al aislamiento internacional del país, pero también al carácter conservador del Banco Central, que concedía préstamos al consumo a un interés del 15% (BOE nº 98, 24/04/1975, art. 6).

Este país, cuya población estaba tradicionalmente acostumbrada a soportar altos tipos de interés, hizo su entrada en la Eurozona donde se encuentran de repente con unos tipos de interés muy bajos (2%) (Tipos Euribor, 2011) a los que no estaban acostumbrados (Xavier Ragot, 2016, p.1). Esta libertad de circulación de capitales también provocó una abundancia de liquidez en los mercados y un fomento del endeudamiento; consecuencia de la política de bajos tipos de interés de la Reserva Federal estadounidense, política copiada por el Banco Central Europeo.

Las instituciones financieras internacionales consideran que España, miembro de la Eurozona, cuenta ahora con todas las garantías necesarias para recibir créditos masivos y más baratos. Como consecuencia, las familias, las empresas y las Comunidades Autónomas se encuentran inundadas de liquidez monetaria y sometidas a una fuerte presión para endeudarse. Para los españoles, "Ya somos europeos" significaba que podían vivir en las mismas condiciones que sus homólogos franceses o alemanes endeudándose para comprar todo tipo de bienes. Los pocos privilegiados que habían invertido en propiedades en el pasado se habían enriquecido y todos querían seguir sus pasos. (G. De León Lázaro, 2014, p.19).

Con estos bajos tipos de interés, ya no había miedo a endeudarse y estos agentes económicos pensaban que los precios de ciertos bienes, como la tierra y la propiedad, seguirían subiendo y que los tipos de interés también se mantendrían bajos, por lo que tenían que actuar con rapidez.

³ "Shadow banking" es un término utilizado para describir entidades o actividades que participan en la financiación de la economía, pero operan al margen del sistema bancario tradicional. Es una especie de sistema bancario paralelo.

En este ambiente de abundante liquidez, las familias decidieron invertir con la esperanza de que sus inversiones les reportaran grandes beneficios, además de devolver los préstamos que habían contraído con los bancos. Esta decisión se vio impulsada por el brusco cambio de los tipos de interés, que se situaron en el 2% nada más entrar en la zona euro, frente al 12% o 14% que venían pagando en el pasado. Estos tipos tan bajos hacían que las cuotas mensuales de la hipoteca fueran irrisorias en comparación con un alquiler normal. Comprar una casa era ahora más rentable y asequible para todos. (S. Le Bayon, 2006, p.13)

Los efectos de estos bajos tipos de interés y del aumento de la masa monetaria empezaron a notarse en el conjunto de la economía, sobre todo a partir de 2001, con un aumento de la oferta de crédito por parte de las entidades financieras, especialmente a los sectores de la promoción inmobiliaria y la construcción (J. L. Malo de Molina, 2005, p.15). Ese mismo año también se inició un proceso inesperado: la llegada masiva de inmigrantes atraídos por la oferta de trabajo ya que los españoles nativos se negaban a trabajar en determinados sectores que les resultaban penosos, como la construcción, la hostelería y la limpieza. En tan sólo cuatro años, la población española, con la llegada masiva de inmigrantes, ha pasado de 40.847.371 en 2001 a 46.745.807 millones en 2009 (INE (censo 1900 y 2001, padrón 2001 y 2009, Fundación BBVA).

Los promotores inmobiliarios se lanzaron a satisfacer esta gran demanda. Este "boom" de la construcción provocó un éxodo masivo de campesinos y agricultores reconvertidos en obreros de la construcción desde los pueblos a grandes ciudades como Madrid, Barcelona o incluso ciudades turísticas como Marbella y Valencia. Con la llegada masiva de esta mano de obra sin formación, se crearon estructuras especializadas para ayudar a estas personas a encontrar trabajo. Como resultado, las ETT (Empresas de Trabajo Temporal) surgieron en cada esquina de estas grandes ciudades. Estas agencias, que están en contacto con grandes empresas, cubrieron la necesidad diaria de estas últimas de trabajadores no cualificados procedentes del mercado sumergido.

La construcción se convirtió en el motor de la economía española, creando el 14% de los puestos de trabajo y aportando el 16% del PIB. Si a este porcentaje añadimos los empleos que giran en torno a este sector, como cementeras, cerámica, carpintería, hierro y acero, aluminio, acristalamiento, etc., la construcción representa el 25% de todos los puestos de trabajo. (C. Galindo, 2006, p. 2). Dado el crecimiento demográfico de España, la demanda de viviendas se

situaba en torno a las 300.000 viviendas/año. Las licencias concedidas en 2005 eran para unas 800.000 viviendas (J. Bertolín Mora, 2014, p.3).

Este desajuste entre la oferta de vivienda nueva y la demanda real hizo que, en 2008, los promotores se encontraran con un stock de 950.000 viviendas sin vender (J. Bertelín Mora, 2014, p. 22). Martinsa-Fadesa fue una de las primeras constructoras en declararse en quiebra en 2008, con una deuda de 7.000 millones de euros (Elconfidencial.com del 03/12/2008). El Estado español no quiso recapitalizar la empresa, lo que tuvo un efecto dominó. "Hábitat", la quinta empresa del sector, también se declaró en quiebra, con un pasivo de 2.300 millones de euros (El mundo. Com/economía del 22/11/2008). Pero estas dos empresas son sólo la punta del iceberg, ya que muchas otras se vieron asfixiadas por la crisis.

Hay dos explicaciones para esta crisis: los españoles atravesaban un periodo en el que el crédito era más barato y accesible para todos. Así que todo el mundo pensó "¿por qué yo no?". Una época en la que solicitaban una hipoteca inflada para comprar oficialmente una casa, pero en realidad se compraban un coche e incluso se iban de vacaciones al extranjero. Podemos decir que la crisis española es sobre todo una crisis de deuda, es decir, la sociedad española vivió durante mucho tiempo por encima de sus posibilidades y construyó más casas de las que podía vender.

La segunda explicación es la deuda interna española causada por el comportamiento irresponsable de los presidentes de las Comunidades Autónomas.

2. El modelo de división territorial

Si un país es una Nación unitaria, debe tener un gobierno único. Si España es una Nación, debe tener un único sistema educativo y sanitario. Sin embargo, España tiene la estructura de un Estado federal, pero quiere funcionar como un Estado unitario, y esta es la causa de su gran déficit presupuestario de casi 100.000 millones de euros (World data.com).

La Constitución Española de 1978 establece que todos los españoles son iguales ante la ley y que todos tienen los mismos derechos. Pero en la práctica hay un gran desfase entre los textos y la realidad: un gallego no tiene los mismos derechos sanitarios que un catalán o un andaluz porque no es la misma ley sanitaria en las tres provincias, sino tres leyes distintas. Al nivel económico, la situación es similar. Esta categorización de los españoles se acentuó bajo el Partido Socialista Obrero (PSOE) de Rodríguez Zapatero y provocó enormes gastos administrativos que hundieron a España en la crisis económica y financiera de 2007.

Pero antes de aproximarnos a la contribución de estas Comunidades Autónomas en esta crisis de 2008, queremos retroceder en la historia para mostrar cómo nacieron estas autonomías y cómo adquirieron esas competencias que hicieron retroceder a todos los gobiernos centrales desde Madrid hasta tal punto que hoy son Estados poderosos dentro de un Estado central pobre. España está fragmentada en 17 regiones autónomas que tienen sus propias leyes, a menudo contradictorias. A continuación, hablaremos principalmente de tres autonomías que la Constitución Española califica de “Históricas”, primera fuente de desigualdad entre las Comunidades Autónomas.

3. La contribución de las autonomías a la crisis económica española de 2007

La presión ejercida por los presidentes de las Comunidades Autónomas sobre el Estado central, unida a las alianzas non sanctas entre los partidos políticos, hacen que hoy las Comunidades Autónomas hayan sobrepasado las competencias que les otorga la Constitución de 1978.

La Constitución de 1978 otorgaba a las Comunidades Autónomas una serie de competencias. Pero conviene señalar de inmediato que no todas las Comunidades Autónomas están en el mismo barco. El peso de los poderes que les otorga el Estado central depende del tipo de estatus negociado. Pero en general, el artículo 148 de la Constitución de 1978, permitía un cierto número de competencias a estas autonomías a través de la Ley Orgánica de Financiación de las Comunidades Autónomas (LOFCA). Esta ley de 28 artículos entró en vigor el 21 de octubre de 1980. Nuestro objetivo aquí no es citar el contenido exhaustivo de estos 28 artículos, sino destacar las competencias financieras que el Gobierno de Madrid ha cedido a sus Comunidades Autónomas.

El artículo 1, apartado 1, de la LOFCA establece que: «las Comunidades Autónomas gozarán de autonomía financiera para el desarrollo y ejecución de las competencias que, de acuerdo con la Constitución, les atribuyan las leyes y sus respectivos estatutos».

La finalidad de la concesión de esta autonomía financiera es promover el progreso social y económico y una distribución equitativa de la renta con vistas a la estabilidad económica. El artículo 2 de la LOFCA, en su apartado 2, obliga a cada Comunidad Autónoma a garantizar su propio equilibrio territorial y el logro de la solidaridad interna. Para ello, cada Comunidad Autónoma debe desarrollar su propio sistema tributario. El artículo 4 de la LOFCA, en concordancia con el artículo 157 de la Constitución, dota a cada Comunidad Autónoma de los

siguientes recursos fiscales para su desarrollo y para la prestación de los servicios públicos fundamentales: educación, sanidad y servicios sociales esenciales. El Estado Central autoriza a las Comunidades Autónomas a establecer en su territorio, por cuenta propia, los siguientes tributos: impuesto sobre sucesiones; impuesto sobre actos jurídicos documentados; impuesto sobre sucesiones y donaciones; impuesto especial sobre medios de transporte; tasa sobre el juego (bingo, lotería, etc.).

Además de estos impuestos, existen otros que son gestionados por el Estado y algunos de los cuales han sido cedidos a las Comunidades Autónomas. Estos impuestos son los siguientes: IRPF⁴ (50%); IVA⁵ (50%); impuestos especiales del 58% (impuesto sobre la fabricación de cerveza; vino y bebidas fermentadas; alcohol y productos derivados; tabaco e hidrocarburos); impuesto sobre la electricidad; impuesto sobre las empresas.

Este cambio significativo se produjo entre 1997 y 2001, cuando el Partido Popular gobernaba con el apoyo de CiU⁶. En 2010, el PSOE de Rodríguez Zapatero otorgó a las Comunidades Autónomas los porcentajes que hoy conocemos, mediante decreto-ley de 8 de mayo/2010. Tras este decreto-ley, los recursos de las Comunidades Autónomas se dividen ahora en tres categorías:

- i- Servicios transferidos (Tributos relativos a la prestación de servicios transferidos; Servicios estatales transferidos).
- ii- Recursos recibidos (Fondo de compensación interterritorial; Acuerdos, subvenciones gestionadas; Fondos europeos.
- iii- fondos propios (Impuestos de matriculación; Impuesto sobre el patrimonio; Deuda).

Además de estas tres fuentes de ingresos para las Comunidades Autónomas, el Estado ha creado otras cuatro fuentes de financiación para garantizar la igualdad de acceso de los españoles a los servicios públicos fundamentales. Estas son:

⁴ El IRPF es un impuesto que obliga cada persona a contribuir en el sostenimiento del Estado en función de sus ingresos y de su situación personal.

⁵ El IVA es un impuesto que recae sobre el consumo de bienes, servicios y explotación de juegos de azar. El IVA se cobra en el momento de la explotación, consumo o compra de productos, servicios o transacciones comerciales.

⁶ CiU: Convergencia y Unión es una coalición de partidos políticos de ideología nacionalista catalana. Está formada por 2 partidos políticos:

1. Convergencia Democrática de Cataluña.
2. Unión Democrática de Cataluña.

- el Fondo de Garantía de los Servicios Públicos Fundamentales; el Fondo de Suficiencia Global (que acude en ayuda a las Comunidades Autónomas económicamente débiles para garantizar los servicios públicos fundamentales);
- el Fondo de Competitividad, dotado con 2.572 millones de euros, que acude en ayuda a las Comunidades Autónomas con escasa capacidad financiera; y, por último,
- el Fondo de Cooperación, dotado con 1.200 millones de euros, destinado a las Comunidades Autónomas con baja densidad de población y baja renta per cápita.

El único requisito que se impone a las Comunidades Autónomas para la correcta gestión de estos fondos es que ofrezcan a todos los españoles, con independencia de su lugar de residencia, el acceso a los servicios sanitarios, educativos, de justicia y sociales en las mismas condiciones en todo su territorio. En cuanto al resto de servicios, cada Comunidad Autónoma es libre de elegir sus propias prioridades.

Esta es, en pocas palabras, la hoja de ruta de las Comunidades Autónomas según la Constitución española de 1978. Aparte de estas obligaciones, la Comunidad Autónoma es libre de utilizar el dinero de los contribuyentes españoles para los fines que considere oportunos. Como es natural, algunas Comunidades Autónomas se han desviado de este camino y hoy se comportan como verdaderos Estados dentro del Estado español. No tienen más hoja de ruta que la que les dicta su ambición política o sus promesas electorales. Algunas autonomías han mejorado la calidad de su sistema educativo, otras han construido infraestructuras y otras han aumentado las pensiones de sus ciudadanos. Algunas han ido incluso más lejos, creando representaciones diplomáticas en el extranjero.

El Gobierno de España tiene 118 embajadas en todo el mundo, frente a las 166 de sus Comunidades Autónomas (El Confidencial, 31/10/2013). En 2012, la Comunidad de Cataluña gastó 168 millones de euros en el funcionamiento de sus representaciones en el exterior, sin contar las de Londres, París, Bruselas, Berlín y Nueva York. En el mismo año, la Comunidad de Galicia desembolsó 18 millones de euros para el mismo fin (El Confidencial, 31/10/2013). Todas estas Comunidades Autónomas tienen en común el aumento de su número de funcionarios para satisfacer a su electorado.

En cuanto a este último punto, hay que señalar que las Comunidades Autónomas, todas las tendencias combinadas, por astucia, no están sujetas a ningún control financiero mediante la creación de empresas públicas o semipúblicas. Como resultado, las deudas generadas por estas

empresas no aparecen en sus balances. Es una forma sutil de escapar al control de la Unión Europea, que en el Tratado de Maastricht exige que la deuda pública total de estas Comunidades Autónomas no supere el 3% del PIB.

El papel de estas empresas es poner en práctica las promesas electorales. Crean puestos de trabajo bien remunerados para amigos y colaboradores políticos sin pasar por el Parlamento. Los presupuestos de estas empresas se ponen en marcha rápidamente, a pesar de que las autoridades saben perfectamente que son costosos. Es el caso actual de varias cajas al servicio de los políticos, todas ellas en quiebra, como Caja Madrid y Caja Castilla-la Mancha. Otras regiones han dado prioridad a la educación de sus ciudadanos. Andalucía, por ejemplo, ha creado 10 universidades, mientras que Cataluña sólo tiene 7 y Madrid, la capital, sólo 6. En cuanto a fundaciones, Madrid capital sólo tiene 26, Galicia 59 y Cataluña 46.

Todas estas empresas tienen un coste en términos de personal y financiero. Así, de un total de 2.710.405 personas empleadas en toda la administración española, 1.616.211, es decir, el 59,6%, pertenecen a las Comunidades Autónomas (BEPSAP⁷, 2021).

El otro problema que hipoteca el futuro económico de España es el de las infraestructuras en las Comunidades Autónomas. La construcción de infraestructuras de transporte: autopistas, trenes de alta velocidad, aeropuertos, puertos y viviendas han sido los principales motores de la economía española en los últimos años. Desde finales de los años 90, estas infraestructuras han experimentado un desarrollo espectacular. En 2012, España era líder mundial en líneas de tren de alta velocidad (TAV) y el primero en autopistas de la Unión Europea.

A pesar de la crisis económica, el Estado sigue programando (bajo la presión de los presidentes de las Comunidades Autónomas) y construyendo grandes y pequeños proyectos para compensar la pérdida de puestos de trabajo en el mercado laboral. En España existe una exagerada política de infraestructuras tanto a nivel gubernamental como autonómico. Como dice Rubén Camilo: «En menos de tres décadas, España ha pasado de la carencia al exceso, ya sea en términos de líneas ferroviarias de alta velocidad o de una red aeroportuaria sobredimensionada» (C. Rubén González, 2015, p. 85).

¿Por qué España construye tantas infraestructuras y que otros nunca han sido utilizados?
¿Por qué, desde 1996, el país se ha embarcado en un vasto programa para construir autopistas, trenes de alta velocidad y, sobre todo, una red de aeropuertos, algunos de los cuales nunca han

⁷-Boletín Estadístico del Personal de la Administración Pública.

visto aterrizar un avión? Los "aeropuertos sin aviones" son el último episodio de una concepción errónea de las políticas de movilidad, en la que la construcción de nuevas infraestructuras exige nuevos enfoques de la gestión de la movilidad, que otorgan un papel cada vez más importante a las variables personales en la planificación. Los casos de despilfarro de dinero público en infraestructuras provocan un malestar creciente entre la población y dan lugar a conflictos que se manifiestan en las diferencias sobre las prioridades de inversión. La sensación de que la crisis actual es en parte el resultado de una mala gestión de los recursos públicos es cada vez más evidente y no hace sino aumentar las tensiones entre los ciudadanos.

Los economistas llevan mucho tiempo estudiando el impacto de las infraestructuras y del transporte en la productividad y, por extensión, en el crecimiento económico. Ya en 1776, en su obra, *La riqueza de las naciones*, Adam Smith expuso detalladamente la relación entre transporte y productividad:

Mediante el transporte por agua se abre a todo tipo de industria un mercado más extenso que el que proporciona el transporte terrestre (...) Un gran vagón rodado (...) lleva y trae entre Londres y Edimburgo alrededor de cuatro toneladas de mercancías en seis semanas. En más o menos el mismo tiempo, un barco, operado por seis u ocho hombres (...) transporta habitualmente doscientas toneladas de bienes (...). Si sólo existiese la comunicación por tierra entre ambas ciudades (...) no se podrían transportar bienes (...) excepto aquellos de un precio muy considerable (...) se podría transportar sólo una pequeña parte del comercio que realmente existe entre ellas, y por tanto sería mucho menor el estímulo que se proporcionarían recíprocamente la industria de una y otra ciudad (A. Smith, 1776:337).

El autor muestra más claramente el impacto del transporte en la productividad. El desarrollo de las infraestructuras y del transporte reducen los costes de producción, de distribución de los productos y de expansión de la producción. Facilita el acceso a otros mercados y favorecen la aparición de una economía más amplia. En resumen, la mejora de las infraestructuras conlleva un aumento general de la productividad de la economía, un incremento de la actividad económica y una reducción del desempleo de larga duración, así como un aumento de los ingresos fiscales del Estado. Sin embargo, la política de infraestructuras española nos parece contraria a este principio. No se trata de rentabilizar la producción ni de desarrollar la actividad comercial. Se trata más bien de un cálculo político. Los cálculos políticos ignoran las realidades económicas. Las inversiones no se hacen para generar un rendimiento, sino para satisfacer promesas electorales.

El 25 de abril de 2000, el presidente del Gobierno, José María Aznar, expuso sus prioridades en materia de infraestructuras:

Este programa acercará todos los territorios de España mediante el mallado completo de la red de carreteras de gran capacidad; una red ferroviaria de alta velocidad que, en diez años, situará a todas las capitales de provincias a menos de cuatro horas del centro de la península, y unos puertos y aeropuertos adaptados a las exigencias de la demanda (J. María Aznar, discurso de investidura, 2000).

Esta prioridad política será seguida por su sucesor José Luis Rodríguez Zapatero, cuando declaró en 2008:

Continuaremos elevando la inversión en infraestructuras, en línea con lo previsto en el Plan Estatal de Infraestructuras del Transporte, velando a la vez por el impacto medioambiental del transporte y por su aportación a la cohesión territorial y a la competitividad de nuestras empresas (J. L. Rodríguez Zapatero, 2008, discurso de investidura).

Para estos dos presidentes del Gobierno, la cohesión territorial, la unidad de España, significa estar unidos a Madrid por autopistas, aeropuertos o trenes de alta velocidad. El Estado va a impulsar, por tanto, una política de infraestructuras con consecuencias económicas de gran calado para el país. El Partido Socialista Obrero (PSOE), que llega al poder en 1982, pone en marcha el Plan General de Carreteras (PGC) 1984-1991. En 1993, es decir, dos años después de la finalización del PGC, España contaba con 5.494 kilómetros de autopistas, de los cuales 3.730 eran gratuitos (68%) y sólo 1.764 eran de peaje (32%). En 1996, el porcentaje de vías gratuitas había aumentado a 4.123 kilómetros (70%) (Germa Bel, 2010, p.155).

Ese mismo año, el Partido Popular (PP) llegó al poder y en 1997 se embarcó en un ambicioso programa de expansión de las autopistas, aumentando la red de autopistas de peaje del Estado que era de 1.764 kilómetros en 1993 pasó a 2.493 en 2008. A finales de 2008, la red de autopistas de titularidad estatal sumaba 10.126 km, de los cuales 7.633 km eran gratuitos (es decir, el 75%) y 2.493 km de autopistas de peaje (el 25%) (Germa Bel, 2010, p.158).

En los últimos quince años, los distintos gobiernos españoles han seguido inaugurando autopistas gratuitas. Llegado a este punto, conviene hacer algunos comentarios. En primer lugar, las previsiones de utilización de estas autopistas no se ajustan a la realidad. En segundo lugar, el 75% de las autopistas españolas son gratuitas. Para explotarlas y mantenerlas, el Estado está obligado a subvencionarlas. Otra fuente de déficit es la gestión conjunta del Estado y las Comunidades Autónomas. Las Comunidades Autónomas fijan diferentes precios de peaje en sus regiones. En regiones como La Rioja y Cataluña, los ciudadanos pagan un 75% más por el peaje que en otras regiones como Castilla la Mancha y Castilla y León, donde los ciudadanos pagan un

17% y un 16% menos respectivamente. Esta asimetría en los precios provoca desigualdades entre ciudadanos de un mismo país a la hora de acceder a un mismo servicio.

El caso de las autopistas no es único; esta injusticia afecta a todos los sectores de infraestructuras. Veamos ahora el caso de los trenes de alta velocidad, AVE (Alta Velocidad Española). En la actualidad, España prefiere hacer recortes presupuestarios en sanidad y educación antes que paralizar su programa de trenes de alta velocidad. El 12 de enero de 2012, ANA Pastor, ministra de Infraestructuras del Gobierno de Mariano Rajoy, dijo: «*Irrenunciable, la extensión de la red de alta velocidad ferroviaria*» (El Economista.es 01/12/2012). El 9 de febrero de 2012, el Parlamento español hizo lo propio, anunciando que el Gobierno inyectaría 25.000 millones de euros en los próximos años para ampliar la red de alta velocidad ferroviaria.

Según ADIF⁸, España ha invertido 40.000 millones de euros en proyectos ferroviarios de alta velocidad hasta 2010, y estos proyectos siguen en marcha. Antes de esa fecha, sin embargo, había invertido otros 45.000 millones de euros en la construcción de la línea Madrid-Sevilla (Germa Bel, 2010, p. 247). En noviembre de 2011, la Unión Internacional de Ferrocarriles (UIC) declaró que sólo siete países de la Unión Europea contaban con trenes de alta velocidad capaces de alcanzar velocidades de hasta 250 km/h. De ellos, España era el país con la red más extensa en servicio, con 2.056 km de vías de alta velocidad.

Sin embargo, según las estadísticas de la OCDE, el número de pasajeros transportados es irrisorio. En Francia, por ejemplo, hay 60.000 pasajeros por kilómetro. Lo mismo ocurre en Alemania. En Italia, hay entre 20.000 y 30.000 pasajeros. En España, en 2011, la línea Madrid-Valencia fue utilizada por menos de 10.000 pasajeros por kilómetro (Germa Bel, 2010, p. 249).

Como señalábamos anteriormente, las infraestructuras de transporte contribuyen al desarrollo económico de un país, pero en este caso, no todas estas inversiones responden a criterios económicos, sino políticos. Según Ginés de Rus⁹ y Gustavo Nombela¹⁰, para que una línea de TGV de 500 kilómetros sea rentable, debe transportar entre 8 y 10 millones de pasajeros en su primer año de funcionamiento, mientras que en España la línea de AVE Guadalajara-YEBES sólo transportó 180 pasajeros al año a razón de 15 pasajeros al día. En 1998 se construyó la línea Madrid-Zaragoza-Barcelona-Francia. Pero esta línea circunvalaba Guadalajara para pasar por

⁸-Administrador de Infraestructuras Ferroviarias, es una empresa pública española responsable de la gestión de los ferrocarriles del país.

⁹-Catedrático de Economía de la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria (España).

¹⁰-Catedrático de Economía de la Universidad Complutense de Madrid.

YEBES. Esta circunvalación costó 10 millones de euros para transportar a 15 personas al día. (Op.cit.11).

Los programas de construcción de trenes de alta velocidad tienen más éxito cuando resuelven el problema de la congestión de los trenes tradicionales y conectan zonas industriales mejorando el transporte de mercancías. Construir vías exclusivamente para el transporte de pasajeros sólo tiene sentido, por tanto, en líneas con alta densidad de tráfico.

En el caso de España, son los gobiernos regionales los que presionan al gobierno central para conseguir líneas de Tren de Alta Velocidad a sus puertas, aunque el proyecto no cumpla los requisitos económicos. Para ellos, el tren de alta velocidad es un símbolo de modernidad y deben tenerlo a toda costa. El elevado coste de la inversión inicial y el coste de su puesta en funcionamiento hacen necesaria una alta densidad de usuarios para que el tren de alta velocidad sea rentable. Si nos remitimos a las cifras facilitadas por Gema Bel, todas las líneas de tren de alta velocidad en España transportaron 16 millones de pasajeros en 2009, mientras que los aeropuertos registraron 187 millones de pasajeros y 500.000 toneladas de mercancías, a pesar de que las distancias recorridas por los aviones son mayores que las de los trenes de alta velocidad.

En España, la rentabilidad económica del AVE es baja, y el Gobierno central cubre sus pérdidas de explotación con ayudas financieras. En 2007, por ejemplo, la Comisión Europea estimó que el Estado aportaba 248 millones de euros en ayudas al AVE para compensar sus pérdidas. España podría haber compensado estas pérdidas del AVE desarrollando los trenes de mercancías, que son más rentables, pero desgraciadamente se ha descuidado este sector. Hay pocas líneas en servicio, y estas líneas no conectan los puertos con los centros logísticos para garantizar que las mercancías que entran por mar o aire estén conectadas con los mercados nacionales e internacionales. El otro sector en el que será difícil que España reduzca su déficit presupuestario, tan denostado por Bruselas, es el transporte aéreo.

Existe una desproporción entre la inversión y el número de pasajeros transportados. Mientras que Madrid tiene una inversión del 44,5%, sólo ha transportado el 22,2% de los pasajeros, mientras que los aeropuertos de Andalucía, Galicia y Baleares han tenido poca inversión, pero han transportado más pasajeros. El problema de la gestión de estos aeropuertos es que, a diferencia de los otros grandes países de la Unión Europea como Francia, Italia, Reino Unido y Alemania, a los que habría que añadir un país con un gran volumen de tráfico aéreo como Estados Unidos, los aeropuertos están en manos privadas. En España, el Estado y las Comunidades Autónomas siguen

gestionando estos aeropuertos a través de AENA. Los beneficios de los 49 aeropuertos españoles son gestionados por un fondo común. Los aeropuertos rentables financian los déficits de los demás aeropuertos de prestigio, que son casi todos deficitarios, y el Gobierno es incapaz de facilitar cifras sobre la facturación y los beneficios de los aeropuertos españoles. Cuando, en el año 2000, un diputado de la oposición pidió las cifras de la gestión de los aeropuertos españoles, el Gobierno respondió que no había información para cada aeropuerto porque AENA opera con un fondo único.

La cohesión territorial, que es la prioridad de los distintos gobiernos españoles, es, en nuestra opinión, contraria a los principios económicos. Esta política está sumiendo al Estado español en un déficit permanente, y tememos que España nunca podrá alcanzar el objetivo de reducir su déficit al 3% del PIB, como exige Bruselas. No se entiende que aeropuertos que necesitaron grandes inversiones como los de Ciudad Real, Castellón y Lleida, permanezcan cerrados desde su inauguración por falta de pasajeros.

Nos centraremos en estos tres casos, entre otros muchos, para poner de manifiesto el despilfarro que se produjo en España durante el periodo de bonanza 1985-2007.

El aeropuerto de Ciudad Real se creó en 1990 para descongestionar el de Madrid-Barajas. Sin embargo, los retrasos en las obras y en la obtención de los certificados necesarios hicieron que el aeropuerto de la "T4" abriera antes que él de Ciudad Real. Como consecuencia, éste último dejó de ser atractivo y rentable. Requirió una inversión de 474.060.410 millones de euros. Sólo funcionó dos años, y el 13 de abril de 2012 se cerró al tráfico aéreo. Hoy es un aeropuerto fantasma" (O. Javier Pes, 2012: 18). Esto demuestra que la decisión de construir el aeropuerto de Ciudad Real se tomó con prisa o bajo la presión política de la Comunidad de Madrid. ¿Por qué decidir construir un aeropuerto en Ciudad Real cuando se sabía que el aeropuerto de Madrid-Barajas podía ampliarse?

El ejemplo del aeropuerto de Castellón es similar al de un país africano donde se habla mucho de proyectos de prestigio. Este proyecto de construcción de este aeropuerto no responde a ninguna necesidad económica. Fue una decisión personal del Presidente de la Diputación de Castellón, Carlos Fabra. Según él: «*El aeropuerto de Castellón es una necesidad prioritaria para convertir la ciudad de Castellón en una zona turística de calidad*» (Op. Cit: 27). Los opositores habían denunciado la necesidad de construir dicho aeropuerto, puesto que ya existían dos aeropuertos cercanos: el de Reus (141km) y el de Valencia (91km), pero no se pudo hacer nada. La

Diputación invirtió 80.976.764,49 euros en el proyecto (Op.cit: 30) y construyó una estatua del presidente Fabra¹¹. El 25 de marzo de 2011 se inauguró el aeropuerto, pero ningún avión ha aterrizado ni despegado de él. Hoy está cerrado al tráfico aéreo con una deuda de 61.400.000 euros que el Consejo General debe reembolsar a los constructores.

El último aeropuerto que queremos mencionar es el de Lérida-Alguaire, inaugurado el 17 de enero de 2010 con un coste de 119 millones de euros por la Generalitat de Cataluña. El aeropuerto transportó 61.769 pasajeros en su primer año y ahora está cerrado.

Antes de cerrar esta sección sobre inversiones absurdas, nos gustaría destacar el caso de Madrid en el ámbito del deporte.

Un buen día, el alcalde de Madrid, Alberto Ruiz-Gallardón, decidió que su ciudad disponía por fin de los medios necesarios para organizar unos Juegos Olímpicos. Así que se puso a construir las infraestructuras necesarias para los Juegos, incluso antes de presentar la candidatura de su ciudad. Así, Madrid construyó un estadio olímpico, la Peineta, con 65.500 plazas. En 2003, recurrió al prestigioso arquitecto japonés Toyo Ito para que diseñara un plano futurista y luego construyera su proyecto en una superficie de 39,46 hectáreas que se destinaría a las competiciones de piragüismo y kayak. El proyecto costó 119 millones de euros. Pero Madrid no se detuvo ahí, y siguió construyendo un campo de tiro, un gimnasio, la Caja Mágica y Madrid Arena.

Tras tres intentos fallidos de licitación, en 2012, 2016 y 2020, estas infraestructuras permanecieron abandonadas, antes de que el estadio de la "Peineta" fuera vendido al Atlético de Madrid por 66.495.820 euros (La Vanguardia, 13/08/2017:1)

Conclusión

De 2000 a 2007, cuando comenzó la crisis económica en España, el país vivió por encima de sus posibilidades. Se gastaron enormes sumas de dinero en proyectos poco meditados. Gómez Mendoza¹² se pregunta «si España no estará cometiendo los mismos errores históricos». El descubrimiento de América Latina en 1492 supuso una gran riqueza para el país.

Pero esta riqueza se utilizó para mantener a una corte real hinchada y financiar guerras interminables, y en el siglo XVI el país ya estaba arruinado. Hoy, España tiene otra oportunidad

¹¹ Carlos Fabra Carreras es presidente de la Diputación de Castellón y dirigente provincial del Partido Popular (PP)

¹² Antonio Gómez Mendoza es historiador en la Universidad Complutense de Madrid.

con su entrada en la eurozona. Sin embargo, todos los préstamos y ayudas recibidos de sus pares se utilizaron para financiar proyectos poco rentables, simplemente porque los alcaldes o presidentes regionales han expresado su necesidad de ellos. Hoy, el país es rehén de sus Comunidades Autónomas, que dirigen la política del país y son una de las causas del abismo financiero y de la crisis económica de 2007. Este es el precio que España tiene que pagar para permanecer en la Eurozona.

También queremos llamar la atención de nuestros dirigentes africanos sobre el excesivo endeudamiento de la población y del Estado. El principal objetivo de este estudio es advertir a los países africanos, y a Costa de Marfil en particular, que no se endeuden en exceso ante la mejora del entorno empresarial desde 2013, para evitar el síndrome español.

Bibliografía

BERTOLÍN Javier (2014). *La burbuja inmobiliaria española: causas y consecuencias*. Universidad politécnica de Catalunya.

DE LEÓN LÁZARO Guillermo (2014). “Análisis de la economía española del año 1986 a 199”, Madrid, *Anuario jurídico y económico escurialense*.

El Mundo (2011). “Castellón inaugura su aeropuerto con 150 millones de inversión, pero sin vuelos” 25 de marzo de 2011.

El País (2011). “El agujero del aeropuerto de Castellón pasa de 30 a 61 millones de euros” 13 de septiembre de 2011.

ESTRADA GARCÍA Ángel & MENCÍA Javier (2021). “El cuadro de mandos de la política macro prudencial”, *Revista de economía comercial española*, nº 918.

GALINDO Cristina (2006). “La construcción creció en 2005 al mayor ritmo en cinco años”, el País Economía del 09/02/2006.

GERMÀ Bel (2012). España, Capital París, Barcelona, Ed. Destino.

GONZÁLEZ ARMADA Carlos (2011). *Problemas de un país llamado España, Economía e industria*, Madrid, Ediciones Calle Almansa.

LE BAYON Sabine (2006). « *La croissance espagnole est –elle soutenable?* », Département d'Analyse et prévision de l'OFCE.

Le Monde Diplomatique nº190, août 2011.

MALO DE MOLINA José Luis (2005). Una larga fase de expansión de la economía española,

MINDA Alexandre (1993). « L'Espagne et l'intégration monétaire européenne », Revue d'économie financière n°26, p.171-200.

OLANDA PES Javier (2012). *Fenómeno aeropuertos fantasmas; análisis crítico de dos aeropuertos, Ciudad real y Castellón*. Universidad Politécnica de Cataluña.

PELLICER Luis (2008). “España acabará el año con unos 930.000 pisos nuevos sin vender”, El País, du15 octubre.

PILAR Riano & GRAU Olga (2008). “Hábitat entra en los juzgados con el segundo mayor concurso de España, Expansión”, 29 noviembre.

RECARTE Alberto (2009). *El informe RECARTE*, Madrid, Ed, La Esfera de los libros.

RECARTE Alberto (2010). *El Desmoronamiento de, ESPAÑA*, La Esfera de los libros.

RODRÍGUEZ ZAPATERO José Luis (2007). “Una idea actual de España”, Intervención del presidente del Gobierno en el acto de presentación del n° 100 de la revista La Aventura de la Historia, Madrid.

SMITH Adam (1776). *The Wealth of Nations*, 1776 (3ª. ed). W.Strahan y T. Cadell, Londres, 1784, Vol. II.

TORRERO MAÑAS Antonio (2012). *Economía española: diagnóstico, situación y propuestas*. Cuadernos (Círculo Cívico de Opinión).